

Transition environnementale : les perspectives pour 2024

L'année 2024 s'annonce cruciale en matière de transition environnementale pour les acteurs de la filière cosmétique. Les défis sont nombreux et la nécessité d'agir toujours plus importante : biodiversité, climat, économie circulaire, autant d'enjeux à intégrer dès la conception produit tout en proposant aux consommateurs une information juste et éclairante sur la performance environnementale des produits.

Environmental transition: outlook for 2024

2024 is set to be a watershed year for the cosmetics industry in terms of environmental transition, involving many challenges and a clarion call for action: biodiversity, climate, circular economy — all issues to integrate at the product design stage, while providing consumers with clear and trustworthy information on the environmental performance of products.



PAR/BY
Mathilde Guyader
Responsable Service
Environnements
Environment
Department Manager
Cosmed

Cosmed participe aux différents groupes de travail créés au niveau ministériel, ainsi qu'aux travaux de la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) et des éco-organismes. Il s'agit de co-construire une feuille de route adaptée aux entreprises de toutes tailles de la filière. Cinq thèmes centraux feront l'actualité cette année.

Biodiversité

Ce sujet majeur de la planification écologique mené par la France, au même titre que l'adaptation au changement climatique, rencontre un nouvel élan depuis la présentation par Élisabeth Borne le 27 novembre 2023, de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité 2030 (SNB). 40 mesures ont été annoncées visant à stopper et inverser l'effondrement du vivant. Les entreprises sont invitées à identifier leurs impacts et dépendances à la biodiversité, de même que les risques inhérents à son effondrement et les opportunités fondées sur une nature restaurée et préservée. Un cycle de travail a été lancé avec les fédérations professionnelles et les entreprises, auquel participe Cosmed, pour favoriser la prise de conscience des acteurs économiques : promotion

Cosmed participates in several ministerial-level working groups, as well as in the work of the CPME (Confederation of small and medium-sized enterprises) and eco-organisations. The aim is to co-construct a roadmap tailored to businesses of all sizes in the industry. Five key themes will be spotlighted this year.

Biodiversity

Elisabeth Borne's presentation of the National Biodiversity Strategy for 2030 (NBS) on 27th November 2023 gave fresh impetus to this key issue in France's environmental planning, along with adaptation to climate change. 40 measures have been announced aimed at halting and reversing the collapse of the living world. Businesses are invited to identify their impacts and dependencies on biodiversity, as well as the risks inherent in its collapse and the opportunities founded on a restored and protected nature. Cosmed is participating in a work cycle launched with professional federations and businesses to raise awareness among economic players: promotion of sustainable agricultural practices, rational use of resources, support for techniques that regenerate ecosystems, etc. Europe has also taken up the issue by targeting the primary factor affecting biodiversity: human use of land, and the publication in 2023 of the EU's anti-deforestation regulation (EUDR) to halt forest degradation attributable to EU activities outside

de pratiques agricoles durables, utilisation raisonnée des ressources, soutien des techniques régénératives des écosystèmes...

L'Europe s'est également saisie du sujet en ciblant le premier facteur de pression sur la biodiversité : l'utilisation des terres par l'homme et la publication en 2023 du règlement anti-déforestation (EUDR) importée pour enrayer la dégradation des forêts imputable aux activités de l'UE hors de son territoire. Au 31 décembre 2024, seront donc, interdite l'importation de matières liées à des pratiques de déforestation, parmi lesquels la palme, le soja, le café, le bois, ... et obligatoire la mise en place d'une diligence raisonnée permettant de s'assurer de la traçabilité et conformité des approvisionnements.

Ressource Eau

Autre enjeu, la gestion de l'eau et la prévention des pollutions face à une pression de plus en plus forte sur cette ressource vitale (les experts évaluent entre -10 % et -40 % la disponibilité en eau en France dans les prochaines décennies). Le plan Eau mis en œuvre depuis plus de six mois par la France vise à atteindre 10 % d'économie d'eau d'ici 2030 avec 53 mesures répondant aux enjeux de sobriété, de disponibilité et de qualité. Tous les secteurs industriels sont concernés et doivent engager des mesures de sobriété et de contrôle des rejets. L'industrie cosmétique, fortement tributaire de l'eau, notamment en production, a un intérêt crucial à investir pour réduire son impact sur cette ressource et sa dépendance. À noter, plusieurs contrôles des autorités sur le terrain ont déjà été signalés par des entreprises adhérentes à Cosmed.

Les rejets sont aussi dans le viseur de la Commission européenne. Le projet de révision de la directive sur les Eaux Urbaines Résiduaires (DERU) a pour objectif d'améliorer le traitement de polluants émergents, mettre en place un traitement quaternaire, renforcer le contrôle des rejets des entreprises et appliquer le principe du pollueur/payeur aux industries cosmétiques et pharmaceutiques dès 2025.

Économie circulaire

En matière de prévention des déchets, de promotion du réemploi et du développement du recyclage le Règlement EU Emballage et Déchets d'emballage est attendu courant 2024. S'il reprend en partie les ambitions de la loi AGECE, des questions restent en suspens sur l'harmonisation de l'info tri et l'intégration de matières recyclées.

Reporting de durabilité

A2024 marque également l'entrée en vigueur de la CSRD : *Corporate Sustainability Reporting Directive* visant à améliorer la transparence et la responsabilité des entreprises. Elle les oblige à communiquer sur l'impact de leurs activités sur la société et

its territory. By 31st December 2024, imports of materials linked to deforestation practices will be banned, including palm, soybean, coffee and wood, and due diligence will be required to ensure the traceability and conformity of supplies.

Water resource

Another challenge is water management and pollution prevention in the face of increasing pressure on this vital resource (experts estimate that water availability in France will fall by between 10% and 40% over the next few decades). The Water Plan, implemented in France for over six months now, aims to achieve a 10% reduction in water consumption by 2030, with 53 measures addressing the issues of sobriety, availability and quality. This plan targets all industrial sectors, which must take steps to reduce water consumption and control waste. It is of crucial importance for the cosmetics industry, which relies heavily on water, to invest in reducing both its impact and its dependence on this resource. Cosmed member companies have already reported several audits by the authorities in the field.

The European Commission is also targeting discharges. The draft revision of the Urban Waste Water Treatment Directive (UWWTD) aims to improve the treatment of emerging pollutants, introduce quaternary treatment, strengthen controls on discharges by businesses and apply the polluter pays principle to the cosmetics and pharmaceutical industries from 2025.

Circular economy

The EU Packaging and Packaging Waste Regulation concerning waste prevention, promotion of reuse and development of recycling is expected in 2024. While largely based on the ambitions of the anti-waste law for a circular economy (AGECE), questions remain about the harmonisation of sorting data and the integration of recycled materials.

Sustainability Reporting

2024 also marks the entry into force of the Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), which aims to improve corporate transparency and accountability. It requires businesses to report on how their activities impact on society and the environment, and to set up a governance system to deal with environmental, social and governance (ESG) issues.

The decree and its relating order published on 30th December 2023 detail the information to be provided (strategy, challenges, impact, indicators, etc.), the required format, and the thresholds applicable by company size. Not all companies will have to comply with the same constraints or the same timetable.

l'environnement, de même que mettre en place une gouvernance pour traiter des questions sociales, environnementales et de gouvernance (ESG).

Le décret et son arrêté publiés le 30 décembre 2023 détaillent avec précision les informations à fournir (stratégie, enjeux, incidences, indicateurs...), le format à adopter, ainsi que les seuils applicables par taille d'entreprise. Toutes ne devront pas se plier aux mêmes contraintes ni au même calendrier.

Première échéance 2025 sur l'exercice 2024 pour les entreprises déjà soumises à la DPEF (Déclaration de Performance Extra-Financière). À partir du 1^{er} janvier 2026, ce sera au tour des entreprises de plus de 250 salariés, 40 millions d'euros de chiffre d'affaires et/ou 20 millions d'euros de bilan de se plier à l'exercice. D'ici 2027, toutes les entreprises cotées de plus de 10 personnes y seront soumises.

Les PME non cotées seront indirectement concernées par effet de ruissellement. Sur le premier trimestre 2024, devaient être publiées, par l'EFRAG (*European Financial Reporting Advisory Group* : Groupe consultatif européen sur l'information financière), les normes volontaires définissant le seuil d'informations simplifiées à publier pour ces entreprises : une incitation supplémentaire à une meilleure connaissance des pratiques et impacts de leurs chaînes de valeurs leur permettant de répondre aux attentes de leurs parties prenantes.

L'affichage environnemental

La loi Climat et résilience (Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021) a instauré la mise en place d'un affichage environnemental des produits et services pour permettre aux consommateurs de se tenir informés de l'empreinte environnementale (et sociale) des produits qu'ils achètent et ainsi encourager des choix plus durables. Son déploiement aux produits cosmétiques devrait débuter en 2024, avec une échéance en matière d'obligation d'affichage d'ici 2027.

La filière cosmétique n'a pas attendu ce calendrier réglementaire pour s'emparer du sujet, en témoignent les deux consortiums d'entreprises : Green Impact Index et EcoBeautyScore. En 2024, un consensus devra être trouvé afin de permettre une comparaison des scores par les consommateurs en plus d'être en adéquation avec le cadre méthodologique réglementaire attendu tant au niveau français qu'europpéen avec la future promulgation de la directive « *Green Claims* ».

À l'instar du nutri-score, les produits cosmétiques les mieux notés devraient être ceux qui performeront le mieux en rayon. Les marques cosmétiques n'auront plus le choix en 2024 que d'intégrer, dans leur *Business Model*, les obligations environnementales : 76 % des consommateurs aimeraient connaître l'impact des produits cosmétiques sur la planète (source : baromètre Greenflex — Ademe de la consommation responsable 2023). ●

The first deadline in 2025, for the 2024 financial year, will involve companies already subject to the Extra-Financial Performance Declaration (DPEF). From 1st January 2026, the exercise will be extended to require the compliance of companies with more than 250 employees, a turnover of €40 million and/or a balance sheet of €20 million. By 2027, all listed companies with more than 10 employees will be required to comply.

Unlisted SMEs will be indirectly affected by the trickle-down effect. In the first quarter of 2024, the European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG) is due to publish voluntary standards defining the simplified information threshold to be published by these companies: an additional incentive to improve their knowledge and awareness of the practices and impacts of their value chains, thus enabling them to meet the expectations of their stakeholders.

Environmental labelling

The French Climate and Resilience Act (Law N° 2021-1104 of 22nd August 2021) introduced environmental labelling for products and services to allow consumers to find information on the environmental (and social) footprint of the products they buy, thereby encouraging more sustainable choices. The scheme's roll-out to cosmetic products is scheduled to begin in 2024, with a deadline for mandatory labelling by 2027.

As demonstrated by the two consortia of companies: Green Impact Index and EcoBeautyScore, the cosmetics industry has not waited for this regulatory timetable to take up the issue. In 2024, a consensus will have to be reached to enable consumers to compare scores, and to comply with the methodological regulatory framework expected at both French and European level with the forthcoming promulgation of the "Green Claims" directive.

Like the nutri-score, the top-rated cosmetic products should be those that perform best in the department. By 2024, cosmetics brands will have to incorporate environmental obligations into their business models: 76% of consumers would like to know how cosmetics products impact on the planet (source: Greenflex - Ademe responsible consumption barometer published in 2023). ●

in i-feel-good-event @ifeelgood.event

I FEEL GOOD

EXHIBITION & CONFERENCE

GOOD

The professional event to create sustainable IN&OUT Beauty

"Because we and the planet are worth it"
I FEEL GOOD is where personal care
Ingredients, Formulators and Creators come
together to meet consumers demand:

Move towards more natural and responsible
ranges in the development and manufacture of
cosmetics, health and wellness products.

17-18 September 2024
Espace Champerret, PARIS



EXHIBITION
CONFERENCES
WORKSHOPS
LIVE LAB
AWARDS

Register and learn more at
www.ifeelgood-event.com